

Jean-Pierre Moreau
42 rue des Entrepreneurs, 75011 Paris

SAS TechSolutions
15 avenue de l'Innovation, 69002 Lyon

Lettre recommandée avec accusé de réception

À _____, le 24/02/2026

Objet : RELANCE J+8 — Dossier n°EXEMPLE-DEMO-100K

Jean-Pierre Moreau

42 rue des Entrepreneurs 75011 Paris Email : jpmoreau@example.com Téléphone : 06 12 34 56 78

À l'attention de la SAS TechSolutions 15 avenue de l'Innovation 69002 Lyon

Paris, le 04 mars 2026

**Objet : Troisième et DERNIÈRE mise en demeure de paiement – Contrat n°
CONTRAT-2024-0042**

Madame, Monsieur,

Rappel des faits

Par le présent courrier, je me permets de vous adresser une troisième et dernière mise en demeure, en ma qualité de créancier, suite au non-paiement de la facture n° F-2024-112 d'un montant de 100 000 € TTC, émise le 1er juillet 2024, conformément au contrat de prestation de services conclu entre M. Jean-Pierre Moreau et la SAS TechSolutions en date du 15 janvier 2024.

La mission relative au développement d'une plateforme e-commerce et à l'intégration d'un ERP a été intégralement réalisée et réceptionnée sans réserve le 30 juin 2024. Malgré cette exécution complète et conforme, et après plusieurs relances amiables effectuées les 15 juillet 2024, 1er août 2024 et 20 août 2024 (cette dernière par courrier recommandé avec accusé de réception, dont copie est jointe à la présente), vous n'avez toujours pas procédé au règlement de la somme due, pourtant exigible depuis le 1er juillet 2024.

Je rappelle que votre représentant légal, M. Éric Dubois, a initialement évoqué des difficultés de trésorerie transitoires, avant de cesser tout contact depuis le 1er septembre 2024, situation qui cause un préjudice financier grave et manifeste à mon client.

Dernier avertissement

Par la présente, je vous mets en demeure une dernière fois de procéder au paiement intégral de la somme de 100 000 € TTC, majorée des intérêts de retard calculés au taux légal majoré de dix points conformément aux dispositions de la loi n° 92-1442 du 31 décembre 1992, ainsi que de l'indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €, prévue par l'article L. 441-10 du Code de commerce.

Je vous accorde un délai final de cinq (5) jours à compter de la réception de la présente, soit jusqu'au 9 mars 2026 inclus, pour régulariser votre situation.

Conséquences judiciaires

À défaut de paiement dans ce délai, je me verrai contraint d'engager sans délai une procédure judiciaire à votre encontre devant le tribunal compétent, afin d'obtenir le recouvrement forcé de la créance susmentionnée, ainsi que l'ensemble des frais et dépens afférents.

Je vous invite donc instamment à prendre la mesure de la gravité de la situation et à procéder au règlement immédiat afin d'éviter toute procédure contentieuse, qui serait préjudiciable à vos intérêts.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Jean-Pierre Moreau

Pièces jointes :

- Copie du contrat de prestation du 15/01/2024
- Procès-verbal de réception du 30/06/2024
- Facture n° F-2024-112
- Copies des relances amiables des 15/07/2024, 01/08/2024 et 20/08/2024 (LRAR)

Mention importante

Ce document est généré automatiquement. Consultez un avocat pour validation.

Fait à _____, le _____

Jean-Pierre Moreau

Signature :